



« Et pourtant c'était le matin de St-Nicolas ... »

Ce qui s'est passé aux aurores de ce mercredi 6 décembre 2017 au Centre FEDASIL de Jodoigne est inadmissible !

En tant qu'opérateurs oeuvrant au vivre-ensemble et à l'intégration des personnes étrangères et/ou d'origine étrangères nous tenons à exprimer notre plus ferme indignation face aux abus et aux débordements policiers auxquels ont dû assister, impuissants, nos confrères du Centre ouvert.

C'est tout d'abord à eux et à la famille tchetchène, qui devrait être renvoyée en Pologne, que vont nos pensées les plus soutenantes.

Certes la « loi Dublin » autorise un pays à renvoyer un candidat réfugié vers le pays dans lequel il a fait sa première demande d'asile. Il est à noter que la procédure précise clairement qu'on n'emmène pas une famille incomplète. Nous ne porterons pas ici le débat de la légitimité d'une telle loi, mais nous rappelons et insistons sur le fait qu'elle ne peut en aucun cas être le paravent qui permet à nos forces de l'ordre de traiter de façon inhumaine des parents et des enfants dont certains sont encore en bas âge.

Le déploiement de forces – 20 policiers fédéraux ! - est parfaitement disproportionné à la mission, tout autant que les procédés et la violence utilisés (menottes, camisole de force, casque rembourré ...) face à un père demandant d'attendre le retour d'une de ses filles logée chez une amie.

Nous tenons néanmoins à souligner et féliciter les réactions de désapprobation de la police locale de la zone Brabant wallon Est qui nous montre ô combien de nombreux policiers ont de l'éthique et le souci du respect de la dignité humaine.

La Belgique, comme tant d'autres pays européens est signataire de la Charte des Droits de l'Homme. En agissant de la sorte, notre Etat, représenté par son bras armé, bafoue les fondements même de cette Charte et au-delà, de notre démocratie.

Nous ne pouvons que constater, malheureusement, que nous n'en sommes plus au coup d'essai. Dès qu'il s'agit de restreindre les droits des étrangers et de les stigmatiser en faisant trop souvent fi de nos lois et autres conventions, Monsieur le Secrétaire d'Etat Théo Francken n'hésite pas. Car ce qui pourrait s'apparenter à une « rafle », osons les mots à un commanditaire : l'Office des Etrangers qui lui-même obéit aux injonctions du Secrétaire d'Etat à l'asile et l'immigration.

Combien de fois devons-nous rappeler que de trop nombreux pays, comme la Tchétchénie, vivent au rythme de pouvoirs non démocratiques. Faut-il rappeler que ce pays profondément conservateur, en majorité musulmane, prodigue des lois où l'homosexualité est un crime passible de la peine de mort. Ce pays, république de la Fédération de Russie, où les milices du président Ramzan Kadyrov sont accusées depuis des années d'exactions et d'enlèvements.

Les migrants ne sont pas en quête d'un hypothétique 'eldorado'. Non ! Ils fuient les conflits armés, les épurations ethniques, les violations des droits de l'homme, les dictatures, les persécutions multiples, les conditions de vie douloureuses, etc. Ils cherchent ce que tout être humain souhaite, à savoir un lieu paisible où vivre, voir grandir et éduquer ses enfants.

En aucun cas le pays qui les accueille ne peut les traiter avec de pires méthodes que les barbaries qu'ils ont fui !



Et dans ce cas précis, comme nous le décrit la presse, cette famille dont « *les enfants, âgés de 16 ans à 3 ans (dont des jumelles) sont tous scolarisés dans les écoles de Jodoigne. Des gamins polis, bien intégrés, qui ont vite appris le français. Une famille "irréprochable", selon Jean-Luc Meurice (MR), bourgmestre faisant fonction de Jodoigne.* »

Il nous paraît indispensable de rappeler finalement que l'intégration est un processus long et à double sens. Il ne tient pas qu'au seul migrant de faire des efforts d'apprentissage et d'adaptation, sous peine de sanctions. La société qui l'accueille a également un pas à faire vers lui pour que le vivre-ensemble soit possible dans une société multiculturelle.

Nous demandons donc fermement au Secrétaire d'Etat à l'asile et l'immigration et au gouvernement fédéral de :

- présenter ses excuses à la famille et aux travailleurs du Centre Fedasil de Jodoigne.
- condamner strictement les débordements et la violence policière de ce matin du 6 décembre, ainsi que le fonctionnement inhumain de l'Office des Etrangers.
- d'aligner les politiques fédérales sur les politiques régionales en matière d'intégration des personnes étrangères et/ou d'origine étrangère qui bonnant, malant, se construisent autour d'une dynamique d'accueil et d'accompagnement certes encore insuffisants mais réels en matière d'intégration,
- cesser immédiatement de diffuser une image tronquée de la réalité, qui part du préjugé que l'immigration est une menace, que les étrangers n'ont pas les mêmes valeurs que les belges et ne veulent pas spontanément s'intégrer, ce que nous, en tant que Centre Régional et nos partenaires, démentissons au quotidien.
- favoriser et soutenir la dynamique des « communes hospitalières » lancée par notre partenaire CNCD 11.11.11 que nous relayons largement.

Cette action inutilement musclée est indigne du pays démocratique dans lequel nous vivons ! Placer, une nouvelle fois, l'étranger en position de bouc émissaire sans nuance, ni respect des importants efforts quotidiens réalisés par ces milliers de primo arrivants pour devenir et rester nos concitoyens, nous amène à nous interroger à nouveau sur les motivations réelles de pareils comportements du bras armé de notre Etat belge qui s'inscrivent dans une logique politicienne, démagogique, voire populiste.

Pour le CRIBW,
Nathalie POELAERT – Présidente
Patrick MONJOIE - Directeur

Pour le MOC BW,
Claire LAMMERANT - Secrétaire fédérale

Pour IBEREZY VY'UBURUNDI,
Juliette NIJIMBERE – Présidente

Est également signataire le PAC BW



Agir par la Culture